



LA CHINE QUI NOUS FASCINE

Diplomatie, commerce, industrie... Sous la main de fer du président Xi Jinping, l'empire du Milieu poursuit sa marche forcée vers le « rêve chinois ». Une soif de puissance à l'assaut de l'Occident.

Un pays toujours communiste, pourtant dopé à l'économie de marché... Depuis longtemps, ce paradoxe chinois interroge. Comment le géant d'Asie, gouverné par son inoxydable Parti communiste (PCC) – créé il y a tout juste un siècle à Shanghai –, s'est-il aussi facilement converti aux lois du libéralisme ? Les résultats sont vertigineux. Vingt ans après son entrée à l'OMC, le dernier grand pays communiste du globe a triplé son PIB et compte plus de 2 millions de millionnaires en dollars. Premier exportateur de biens manufacturés, il est aussi le principal fournisseur de produits digitaux

et de haute technologie de la planète. Mais ce pays du milliard – dont 90% de la population vivait encore avec moins de 2 dollars par jour en 1980 – fascine autant qu'il inquiète. Aucun des autres pays émergents n'a en effet bousculé aussi rapidement l'ordre mondial. Puissance économique, militaire, spatiale... La Chine de Xi Jinping est désormais sur tous les fronts.

Qualifiée de rivale systémique par l'Union européenne, de défi systémique par les pays membres de l'Otan, elle est le principal concurrent des Etats-Unis. Lesquels viennent d'adopter un plan de 170 milliards de dollars d'investissement pour justement contrer cet élan chinois tous azimuts. Suffisant ? Pas si sûr. Vu de Pékin, le déclin américain est inéluctable. Et Zhon-



ghanhai, l'Elysée chinois, revendique – en dépit des critiques occidentales de plus en plus fortes – son modèle propre, exclusif, à la fois marxiste et capitaliste. Avec à sa tête, un Parti-Etat surpuissant, tenant dans sa main autant les entre-



1

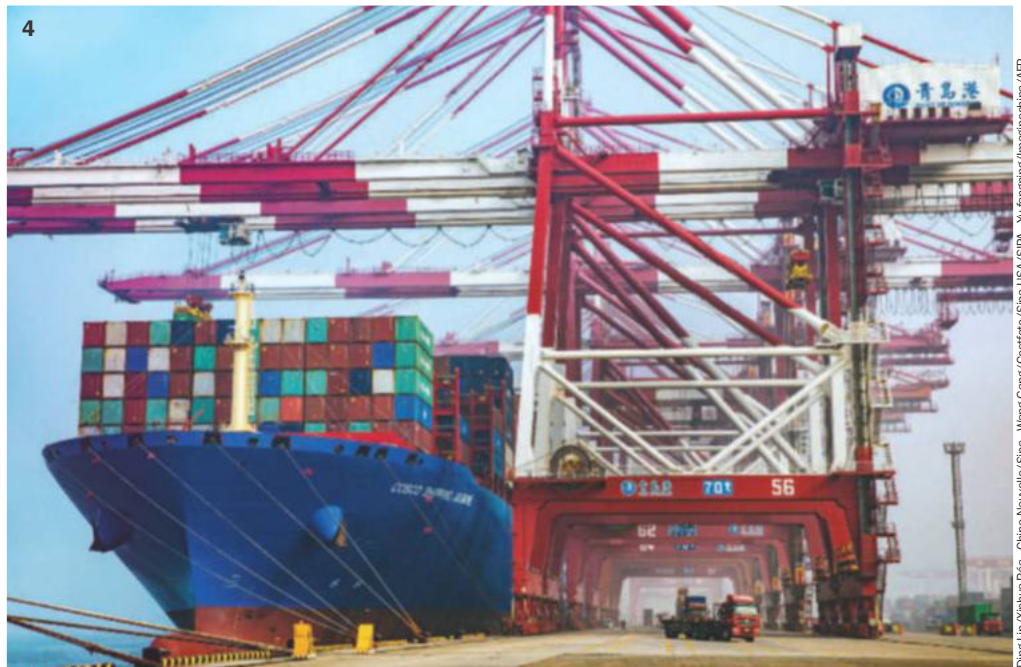
1. Assemblée nationale populaire, à Pékin, le 5 mars. Le Parti communiste contrôle tout, sur un modèle marxiste et capitaliste.
2. Pont entre Hong-kong et Macao. Pékin rattrape son retard technologique et multiplie les infrastructures spectaculaires.
3. Véhicules de luxe à Shanghai, en décembre 2020. Une nouvelle classe aisée consomme sans frein.
4. Porte-conteneurs à Qingdao, au nord-est. Le littoral a longtemps porté le miracle économique du pays.



2



3



4

Ding Linyi/XinhuaRéa - Chine Nouvelle/Sipa - Wang Gang/Costrico/Sipa USA/ISPA - Yu Fangong/Imagoechina/AFIP

prises rattachées au Parti communiste chinois (PCC) que les entrepreneurs privés. « *L’empreinte du Parti va au-delà du secteur public. Les chiffres qu’il communique indiquent en effet que les deux tiers des entreprises privées du* ►►►

★ **LES ZONES DE TENSION**

Guerre de position avec les Etats-Unis. **p. 53**
Une nouvelle puissance en orbite dans l’espace. **p. 56**

★ **LA GRANDE MUTATION INTÉRIEURE**

Un impitoyable empire de la consommation. **p. 58**
L’émergence du triangle de la croissance. **p. 60**

★ **GRANDEURS ET DÉRAPAGES INDUSTRIELS**

Razzia en règle sur l’Occident. **p. 62**
L’indépendance des télécoms en marche. **p. 64**
Un paradis du luxe automobile **p. 66**

Des vaccins aux effets très diplomatiques. **p. 67**
Ombres chinoises sur les affaires françaises. **p. 68**

★ **LIRE LA CHINE p. 70**

►►► *pays sont dotées d'une cellule du PCC* », confirme le consultant français Jean-François Dufour, auteur de *China corp. 2025*, qui décortique ce modèle de gouvernance made in China. Un paradigme qui promet enrichissement et croissance en échange du maintien de son régime de parti unique. C'est « le rêve chinois » que Xi Jinping a lui-même théorisé dès son arrivée au pouvoir en 2012 : celui d'une Chine moderne, glorieuse, puissante... et plus que jamais rouge. Dans cette organisation, le PCC reste évidemment le noyau dur, ses caciques gardant la main sur l'ensemble des rouages de l'économie, notamment par le biais d'un contrôle strict et total du système bancaire.

Président indétrônable

« Rien ne se décide sans l'aval du Parti, confirme Willy Lam, de l'Université chinoise de Hong-kong et fin connaisseur des arcanes du PCC. Au cœur de ce système, il y a Xi Jinping, qui concentre tous les pouvoirs : secrétaire général, président de la Commission militaire centrale... » Et possiblement président à vie du pays depuis qu'il a imposé en 2018 un changement de la Constitution chinoise lui permettant de renouveler à l'infini ses mandats présidentiels, qui étaient limités à deux jusqu'alors, soit dix ans. L'homme, qui apparaît indétrônable, incarne à lui seul la mainmise absolue du Parti communiste sur la vie politique et économique de l'empire du Milieu. « Il a de très nombreux ennemis à tous les échelons du Parti, mais ceux-là n'osent pas le défier directement », précise Willy Lam. Pour cause : à 67 ans, « Tonton Xi », son surnom dans les médias officiels,

a su faire taire toute forme d'opposition en lançant, dès son arrivée, un vaste coup de filet – sous couvert de campagne anticorruption – qui lui a permis d'écarter rivaux politiques et hommes d'affaires flamboyants. Chaque année, plusieurs centaines de milliers d'officiels et hauts cadres d'entreprises sont ainsi remplacés. Cette purge a visé de nombreux gros bonnets du régime, dont Zhou Yongkang, longtemps chef des puissants services de sécurité chinois, tombé en disgrâce puis jeté en prison en 2014. Ou encore Ling Jihua, ancien chef de cabinet de l'ex-président Hu Jintao, condamné à la prison à vie pour corruption en 2016. L'an dernier, c'est Ren Hua qui a fait les frais de cette grande lessiveuse. Cette ancienne responsable de la propagande de la province du Xinjiang, au nord-ouest du pays, a été écartée pour les mêmes motifs...

Parti omniprésent

Pourtant, et même s'il règne en despote, le numéro un chinois n'est pas seul aux manettes. A ses côtés, des figures politiques – cadres historiques ou jeunes promus – lui permettent d'exercer son pouvoir et garantissent une relative stabilité au sein du PCC. Un parti certes unique mais sujet à d'intenses rivalités. Souvent inconnues hors de Chine, ces personnalités détiennent, sous l'autorité de Xi Jinping, les clés du régime. C'est le cas de Wang Qishan, ancien patron de la commission de discipline du Parti et actuel vice-président du pays. Mais à 72 ans, ce vieil allié de Xi devrait être écarté lors du prochain congrès du PCC en 2022, où vont être redistribuées les cartes du pouvoir. ►►►



Xi Jinping, suprémaciste chinois

Le camarade président Xi, à 68 ans, s'est forgé une légende. Il y a le personnage officiel, qui a passé son enfance à creuser un puits et construire un barrage dans la province de Shaanxi. Le Parti organise régulièrement des visites pèlerinages de l'habitation troglodyte dans laquelle il a vécu de 15 à 22 ans. L'histoire est bien rodée : pauvreté, humilité, travail manuel et enfin lente ascension jusqu'au sommet de l'Etat.

Il y a une autre version, sans doute plus proche de la réalité. Xi Jinping est un « prince rouge », autrement dit un héritier, fils d'un dignitaire du Parti. Xi Zhongxun, son père, a été l'un des fondateurs du Parti communiste au côté de Mao Zedong. La famille compte sept enfants et vit dans une relative opulence, avec une nourrice, une cuisinière, voiture et chauffeur. Le paradis ne dure qu'un temps : entré en disgrâce en 1962, avant la « révolution culturelle », il est emprisonné. Son fils, Jinping, est envoyé à la campagne pour y être rééduqué. Il y restera sept ans. Il aurait pu détester le Parti. Au contraire, il devient un communiste pur et dur et passe ses années d'exil à lire et à relire le Petit Livre rouge et *Le Quotidien du peuple*. Son père est finalement réhabilité après la mort de Mao, en 1976. A 22 ans, le jeune Xi est admis à l'université Tsinghua, à Pékin, où il étudie le génie chimique. Mais c'est la politique qu'il vise. Le lui faut entrer au Parti. Accepté à la dixième tentative, il est d'abord secrétaire local dans la province de Hebei. Profitant du retour en grâce de son père, il gravit vite

Ces inconnus qui détiennent les clés du régime



L'ALLIÉ DÉPASSÉ

A 72 ans, le vice-président **Wang Qishan**, ex-patron de la commission de discipline du PCC, est un vieil allié de Xi Jinping... qui pourrait l'écarter en 2022.



LE MANŒUVRIER

Principal informateur du président, **Li Zhanshu**, 70 ans, est membre permanent du bureau politique. C'est l'homme-clé pour maintenir les équilibres politiques.



L'ÉMINENCE GRISE

Wang Huning, 65 ans, membre permanent du bureau politique, est le grand vizir du régime. Mais aussi l'idéologue du Parti, avec une énorme influence.



Xie Huanchi/Xinhua-Réa

Xi Jinping en visite au Tibet, le 8 juin. Le président, qui a inscrit sa pensée dans la Constitution en 2017, a les mains libres pour mater les rébellions, du Xinjiang à Hong-kong.

les échelons et devient le chef du Parti à Shanghai, où il peut développer son réseau. C'est là qu'il rencontre sa deuxième épouse, la chanteuse à succès Peng Liyuan. Il reste dans l'ombre de sa célèbre moitié, passe pour un personnage falot mais travailleur. Ses rares interventions publiques ont la réputation d'être mortellement ennuyeuse. Il s'arrange pour ne pas avoir d'ennemis. Traditionnellement, le Parti communiste chinois est partagé en trois courants : les héritiers, fils de dignitaires, les idéologues, tenants d'un retour aux valeurs initiales du communisme, et les libéraux, qui souhaitent la modernisation de l'économie. Xi Jinping, considéré comme peu dangereux, réussit à rallier les héritiers et les idéologues, assez pour être nommé vice-président de Hu Jintao

en 2008. En réalité, il est animé par une ambition sans bornes. En même temps, il ne peut pas s'empêcher d'être fasciné par l'Occident. La clé du personnage tient dans cette dualité : d'un côté, c'est un idéologue, qui ne jure que par le Parti communiste et la suprématie de la Chine, de l'autre, il prend ses distances en épousant une chanteuse et en envoyant sa fille étudier à Harvard.

Son ascension n'allait pas de soi. En 2011, il a bien failli être évincé du pouvoir par Bo Xilai, secrétaire du Parti communiste de la ville de Chongqing, dans le Sichuan. Mais une série d'événements improbables va lui sauver la mise. Bo Xilai menait une vaste campagne anticorruption. Son ascension est brutalement interrompue

par une affaire digne d'un polar. Un consultant britannique est retrouvé mort dans sa chambre d'hôtel à Chongqing. La police conclut d'abord à une mort accidentelle à la suite d'un excès d'alcool. Mais une enquête complémentaire prouve qu'il s'agit d'un assassinat orchestré par l'épouse de Bo Xilai. Elle est condamnée à mort avec sursis le 20 août 2012, tandis que Bo Xilai est condamné à la prison à vie. La voie est libre. Sitôt élu président, il n'a de cesse de cumuler tous les pouvoirs. En quelques mois, il devient secrétaire général du Parti communiste, chef de l'Etat et chef des armées. Il lance une campagne anticorruption et en profite pour évincer tous ses rivaux. Sa soif de reconnaissance n'a pas de limite : en 2017, le XIX^e congrès du Parti communiste inscrit la pensée de Xi Jinping dans la Constitution. Il a les mains libres pour faire ce qu'il veut, et engage alors une lutte totale contre le séparatisme au Xinjiang. Des camps d'internement sont mis en place, où 1 million de musulmans ouïgours seraient détenus selon l'ONU. En 2018, 10 000 églises protestantes sont fermées et des pasteurs arrêtés. Hong-kong, un temps rebelle, rentre dans le rang après la répression menée contre les manifestants en 2019. Juste avant, il avait franchi un cap en supprimant en 2018 un article de la Constitution, institué par Deng Xiaoping, qui limitait à deux le nombre de mandats. Le président est devenu l'égal de Mao. Xi est sûr d'une chose : le XXI^e siècle sera celui de la revanche de la Chine. Elle doit redevenir la puissance économique, scientifique et technologique qu'elle a été jusqu'au XVIII^e. Selon lui, l'Occident est sur le déclin, la démocratie un échec et les gesticulations humanitaires autant d'aveux de faiblesse. Pour aller de l'avant, il faut un Etat fort avec des objectifs de long terme. On ne peut pas gouverner un pays en changeant de dirigeant tous les quatre ans ou en suivant les avis d'hommes d'affaires qui ne songent qu'à leur intérêt à court terme. Sa ligne est claire : le rêve chinois, les nouvelles routes de la soie, le retour à Karl Marx et à l'idéologie. Sous son égide. **P. L.**



Ng Han Guan/AP/Sipa

L'HOMME LIGE

A la tête du PCC de Chongqing, le protégé de Xi Jinping, **Chen Min'er**, 60 ans, est apprécié pour sa loyauté totale. Il pourrait devenir Premier ministre en 2022.



Wei yao/Imaginechina/ATP

L'ÉTOILE MONTANTE

Cette proche de Chen Min'er est l'une des rares femmes du Parti. **Shen Yiqin**, 61 ans, gouverneure de la province du Guizhou, pourrait prendre du galon à Pékin.



Linhao Zhang/Getty Image Asiapac/ATP

LE GARDE DU CORPS

Ex-gouverneur du Zhejiang, **Li Qiang**, 61 ans, a été propulsé en 2019 à la tête du PCC à Shanghai. Sa mission : garder ce territoire stratégique sous contrôle.



Tout un pays à la conquête de l'ONU

Quatre sur quinze. Il s'agit du nombre d'agences de l'ONU dirigées par un Chinois. Après l'Organisation de l'aviation civile internationale (Oaci), l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi), la Chine a rafié à l'été 2019 la puissante Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le candidat de Pékin, qui s'était assuré du soutien de la plupart des pays africains, avait alors battu à plate couture la française Catherine Geslain-Lanéelle. Cette razzia chinoise traduit une volonté de jouer un rôle accru dans le système international et de le façonner suivant des intérêts propres. « Le multilatéralisme chinois ressemble à une roue de bicyclette : il peut y avoir plusieurs rayons, mais il n'y a qu'un seul centre », fait valoir Jean-Maurice Ripert, ambassadeur de France à Pékin de 2017 à 2019. Pays qui dirige le plus d'agences onusiennes, la Chine lorgne aussi depuis plusieurs années, sans parvenir à ses fins, sur le très stratégique secrétariat général adjoint pour les opérations de maintien de la paix, traditionnellement dévolu à la France. « Pékin, qui est, derrière les Etats-Unis, le deuxième contributeur au budget de fonctionnement de l'ONU, ne cesse de gagner du terrain, observe le sinologue Emmanuel Véron. La notion de nouvelles routes de la soie



G. Carotenuto/FAO

Qu Dongyu, directeur de la FAO. Soutenu en 2019 par l'Afrique, le candidat de Pékin avait battu sa rivale française.

a par exemple été reprise dans plusieurs déclarations de l'ONU et elle est devenue un thème phare. » Le rouleau-compresseur chinois, qui a fortement tiré profit de la politique de la chaise vide dans les organisations internationales voulue par Donald Trump, affronte toutefois un nombre croissant de détracteurs. En mars 2020, la candidate chinoise à la direction générale de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a ainsi mordu la poussière, sèchement battue par son concurrent singapourien, qui avait le soutien des Etats-Unis et de l'Europe. L'élection de Joe Biden, qui a fait de la reconquête des instances onusiennes une priorité, n'est pas non plus une bonne nouvelle pour Xi Jinping. **A. I.**

►►► Wang Huning (65 ans) – l'un des meilleurs connaisseurs des rouages de l'Etat – devrait en revanche continuer à peser dans les débats. « C'est le grand vizir du régime », appuie le Canadien Alex Payette, qui dirige la société de conseil en intelligence stratégique et géopolitique Cerciis. Membre du Comité permanent du bureau politique, le plus haut cénacle du pouvoir chinois, Wang Huning est en effet essentiel au président. « Son influence est énorme, c'est l'idéologue du Parti, précise l'expert canadien. Les concepts de "rêve chinois", de Xi Jinping, ou de "société harmonieuse", de Hu Jintao, c'est lui. Wang Huning est craint. Il peut décider d'aider ou d'empoisonner tel ou tel. Il est redoutable. » Li Zhanshu (70 ans), également membre permanent du bureau politique, est un autre poids lourd du

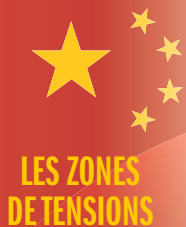
Parti. Soutien de longue date de Xi Jinping (ils se sont connus dans les années 1980), il joue un rôle-clé pour maintenir l'équilibre des forces politiques en faveur de son mentor. « Li Zhanshu est le principal informateur de Xi », commente Alex Payette. Autre fidèle : Li Qiang (61 ans), son ancien collaborateur peu avant son arrivée à Zhongnanhai. Cet ancien gouverneur de la province du Zhejiang (côte Est) a été propulsé en 2019 à la tête du PCC à Shanghai, avec pour mission de garder ce territoire stratégique sous contrôle, à l'abri de luttes claniques. Last but not least : Liu He (69 ans), autre vice-Premier ministre, est un allié précieux. « Il est le conseiller le plus influent de Xi Jinping et le plus expert sur les questions liées aux finances, à l'économie et au commerce international », précise Willy Lam. Même influence recon-

nue pour Ding Xuexiang (58 ans), directeur du bureau général du comité central du Parti (centre névralgique du PCC) et que beaucoup considèrent comme les yeux et les oreilles du président.

Figures émergentes

Au sein de la jeune garde, Chen Min'er (60 ans) fait, lui, figure de protégé. Voire de possible dauphin, même s'il est trop tôt pour de telles projections. Chen Min'er est très apprécié pour sa loyauté totale à l'égard de Xi. A la tête du PCC de Chongqing – mégapole naguère gouvernée par l'ambitieux Bo Xilai, condamné à la prison à vie en 2013, puis par Sun Zhengcai, également écarté –, il pourrait hériter du poste de Premier ministre l'an prochain. Une option pour le magazine *The Diplomat*, qui voit en lui un successeur crédible à Xi Jinping. Sa faiblesse, pointée par ce média spécialisé : sa maigre connaissance des sujets économiques. Chen Min'er est avant tout « un homme du Parti, doté d'une forte expérience en matière de propagande. » Il devrait en tout cas monter en grade.

La crise du Covid-19 a également permis de renforcer l'empreinte d'autres dirigeants. C'est le cas en particulier de Chen Yixin (61 ans), envoyé au printemps 2020 à Wuhan – alors épicerie de la pandémie – pour gérer cette crise sans précédent. Une mission à haut risque qui lui permet aujourd'hui de prétendre à d'importantes fonctions l'an prochain, lors du grand symposium du PCC. Quid enfin de la place des femmes au sein du Parti ? Elle reste faible. Même si « les femmes portent la moitié du ciel », comme l'avait un jour déclaré Mao, la politique reste une affaire d'hommes en Chine. Pas une seule n'est membre du comité permanent du bureau politique. Et il est peu probable que ce casting 100% masculin change de sitôt. Une cadre, haute fonctionnaire du Parti, devrait toutefois prendre du galon. « Il s'agit de Shen Yiqin, 61 ans, actuelle gouverneure de la province du Guizhou, pronostique Alex Payette. Elle a déjà travaillé avec Chen Min'er et pourrait hériter de nouvelles fonctions à Pékin. » Sous les ordres bien sûr, de l'éternel Xi Jinping. **Pierre Tiessen**



Guerre de position avec les Etats-Unis

Pour les Américains, fini de temporiser. Face aux dérapages et au raidissement idéologique de Xi Jinping, Biden adopte la même fermeté que Trump pour cantonner l'expansionnisme de Pékin.

La bonne nouvelle est qu'ils se parlent encore. Entre la représentante américaine au Commerce extérieur, Katherine Tai, et le vice-président chinois Liu He, le premier échange téléphonique a été « *franc, pragmatique et constructif* ». Janet Yellen, la secrétaire au Trésor, et le même Liu ont, eux aussi, discuté « *franchement* », dans une atmosphère de « *respect mutuel* ». La secrétaire au Commerce, Gina Raimondo, et son homologue chinois ont, quant à eux, échangé leurs vues de façon « *franche et pratique* » et sont « *convenus de rester en communication* »...

Formules diplomatiques creuses? Pas tout à fait. Avec la Chine, Washington rêve d'une relation sur deux plans : celui de la compétition quand c'est nécessaire, et de la coopération, quand c'est possible. Réaliste? La situation des deux pays n'est pas la même qu'entre les Etats-Unis et l'URSS à l'aube de la guerre froide : deux systèmes économiques entièrement séparés. En 2020, la Chine et les Etats-Unis ont encore échangé près de 600 milliards de dol-

lars en marchandises, avec des exportations américaines à un niveau supérieur à ce qu'il était en 2016, avant l'arrivée de Donald Trump, et des importations qui n'ont chuté sur la même période que de 5,8%.

Provocations guerrières

Et pourtant... Au vu des tensions qui se multiplient, on peut se demander combien de temps survivra cette approche duale concurrence-coopération. Tensions verbales, d'abord : aux provocations des loups guerriers du ministère chinois des Affaires étrangères, Joe Biden a répondu dès les premiers jours avec un vocabulaire offensif, dressant le portrait d'un Xi Jinping « *qui pense que l'avenir appartient à l'autocratie* » et n'hésite pas à commettre un « *génocide* » au Xinjiang. L'envoyé spécial de Biden dans la région indo-pacifique, Kurt Campbell, précise : « *La période que beaucoup ont qualifiée "d'engagement constructif" est arrivée à son terme.* » En clair, la fin d'un dialogue pragmatique institué sous Clinton.

Tensions militaires, ensuite. Face aux manœuvres inquiétantes de

Pékin en mer de Chine et ses menaces contre Taïwan, sans parler de la mise au pas de Hong-kong qui n'a même pas nécessité l'envoi de l'armée, l'une des toutes premières décisions de Biden a été de nommer un spécialiste de l'Asie au Pentagone, Ely Ratner. Il lui a donné quatre mois, à la tête d'un groupe de travail, pour voir comment passer à la vitesse supérieure, en termes de dissuasion militaire, face à la Chine. « *Cela fait plusieurs années que la Chine est considérée comme une priorité. Mais on n'a pas fait assez pour traduire cela dans la réalité, et le problème est d'une urgence alarmante* », a confié au *Wall Street Journal* Elbridge Colby, ancien officier du Pentagone dans l'administration Trump.

Le travail de cette task force vient de déboucher sur une directive de Lloyd Austin, le secrétaire à la Défense. La plupart des mesures sont classées secret-défense, mais Austin a assuré qu'il superviserait directement toute la politique du Pentagone relative à l'Indo-Pacifique. L'un des volets de la riposte a consisté à élargir la liste ►►►

Avis de blizzard sur les JO 2022 à Pékin

Xi Jinping a promis des jeux Olympiques d'hiver 2022 « *aussi purs et propres que la neige et la glace* ». Mais le grand rival américain est très loin de partager l'emphase du président chinois. Depuis le mois de mars, en effet, Washington enchaîne les

allusions à un possible boycott des XXIV^e Jeux d'hiver, qui doivent se tenir en février prochain à Pékin et dans plusieurs stations de ski au nord de la capitale. Les appels se multiplient en Europe et aux Etats-Unis, de la part d'organisations de défense des droits

de l'homme, pour protester contre la répression des Ouïghours au Xinjiang et des opposants politiques à Hong-kong. Le 6 avril, le porte-parole du département d'Etat, Ned Price, avait évoqué « *des consultations avec nos alliés et partenaires pour définir nos*

préoccupations communes et établir notre approche conjointe envers le Parti communiste chinois ». En mai, c'était au tour de la présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, d'appeler à un boycott diplomatique. Ambiance glaciale. ■

►►► noire d'entreprises chinoises accusées de soutenir les activités militaires de Pékin, qui ne peuvent désormais plus bénéficier d'investissements américains. La liste avait été créée par Trump, Biden l'a élargie à 59 sociétés. L'un des principaux terrains de bataille est la 5G, pour laquelle Washington tente de barrer la route à Huawei. Les critères justifiant la mise au ban vont au-delà de ceux de l'ère Trump : le décret, indique la Maison-Blanche, s'applique aux « entreprises chinoises qui portent atteinte à la sécurité ou aux valeurs démocratiques des Etats-Unis et de nos alliés », il vise également les entreprises utilisant « des technologies de surveillance chinoises hors de

Chine, ainsi que leur développement ou leur utilisation pour faciliter la répression ou les violations graves des droits de l'homme. » Même continuité relative, de Trump à Biden, pour ce qui est de l'économie – sans doute le terrain d'affrontement le plus complexe entre les deux nations. Trump avait imposé quatre tranches successives de droits de douane, Biden s'est bien gardé de les annuler. Leur effet est réel : ils portent sur un volume d'importations américaines de 250 milliards de dollars, contre 370 milliards en 2019. Cela veut donc dire qu'une partie du commerce entre les deux pays a été remplacée non par un rapatriement de la production manufacturière aux Etats-Unis,

resté anecdotique, mais par un démenagement des capacités productrices dans d'autres pays. Le Vietnam, grand bénéficiaire, est passé en deux ans du 12^e au 6^e rang des importations américaines.

Rétorsions douanières

Biden n'en est pas resté là. Il a aussi ordonné la création d'une nouvelle « force de frappe » concernant la « chaîne d'approvisionnement ». Placée sous l'autorité de la représentante au Commerce, elle est chargée de combattre les pratiques commerciales problématiques sur des biens stratégiques, comme les semi-conducteurs, batteries automobiles, produits pharmaceutiques ou terres rares. Au Congrès, où une série de textes législatifs « anti-Chine » sont dans les tuyaux, les deux partis se sont entendus sur une loi dégageant 52 milliards de dollars de crédit pour relancer l'industrie américaine des semi-conducteurs.

En face, les Chinois ne sont pas en reste. A la veille de l'ouverture du sommet du G7 en Cornouailles, en juin dernier, la Chine a adopté en urgence une « loi anti-sanctions étrangères » qui indique : « Si des pays étrangers violent la loi internationale et les normes fondamentales des relations internationales (...) et prennent des mesures discriminatoires contre des citoyens ou des organisations chinoises et interfèrent dans les affaires intérieures chinoises, la Chine a le droit de prendre des contre-mesures correspondantes. »

Les risques d'escalade sont donc multiples, même si la situation n'a rien à voir avec celle des années 1950 ou 1960 : l'interdépendance économique entre les deux pays et la mondialisation des échanges commerciaux restent un garde-fou. A eux seuls, les Etats-Unis, la Chine et l'Inde représentent 60% de l'économie mondiale, et la part du commerce international rapportée au PIB mondial est aussi de 60%.

Biden le reconnaît : « Plus le monde devient compliqué, plus il est difficile, pour les démocraties, de converger et parvenir à un consensus. » Mais c'est bien cette arme de l'alliance qu'il compte utiliser dans son bras de fer avec la Chine. Il est même parvenu à faire insérer une

Réveil tardif à Bruxelles

En finir avec des décennies de naïveté vis-à-vis de Pékin. C'est l'objectif que les Européens s'imposent enfin, depuis un peu plus de deux ans. Car, pendant des années, le continent dans son ensemble et la bulle bruxelloise en particulier ont vécu dans une douce béatitude, mâtinée d'un complexe de supériorité, aveugle à la réémergence de la Chine comme puissance globale. Il a fallu que soit déployé le colossal projet des Routes de la soie sur 65 pays et avec un budget de quelque 1 000 milliards de dollars pour que commence le réveil. Le Covid a fini d'accélérer la prise de conscience. Première touchée par la pandémie, la Chine est devenue à partir de mi-2020 pourvoyeuse mondiale d'aide médicale. Masques d'abord, respirateurs et tests ensuite, vaccins enfin. Chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique, Antoine Bondaz pointe « une volonté d'utiliser pleinement la diplomatie sanitaire comme outil d'influence ». Les Vingt-Sept ont fini par se dessiller, évoquant dans une déclaration commune un rival systémique. Et, dans la foulée, ils ont haussé le ton, mettant sur le devant de la scène les sujets qui fâchent. La France, la Suède, l'Espagne y sont allées de concert, tout comme l'Italie, dont le port de Trieste est sur la Route de la soie, ou encore la Grèce. Même Angela Merkel, dont le pays est le principal exportateur européen vers l'empire du Milieu, a évoqué la situation des Ouïgours et de Hong-kong. Chargé des questions internationales et vice-président de la Commission européenne, l'Espagnol Josep Borrell



Oliver Matthys/POOL/AFP

Josep Borrell, vice-président de la Commission. Selon lui, Pékin est « un partenaire essentiel et un compétiteur ».

résume : « Pékin est un partenaire essentiel si nous voulons résoudre les problèmes mondiaux, mais aussi, inévitablement, un compétiteur technologique et économique, sans compter que nous n'oublions pas les droits de l'homme. » Proche de la chancellerie et président de la puissante Commission des affaires étrangères du Parlement européen, l'Allemand David McAllister prône la stratégie des « 3 C » : « coopération, concurrence, mais aussi confrontation », persuadé que « la Chine est le plus grand test géopolitique du xx^e siècle ». **S. S.-A.**

QUATRE LIGNES ROUGES À SURVEILLER



XINJIANG. Protestations officielles, menaces de boycott et de sanctions commerciales... Les réactions occidentales aux persécutions de la minorité ouïghoure dans cette province de l'ouest de la Chine irritent au plus haut point à Pékin.

Capture vidéo

MER DE CHINE. Pékin monte en puissance depuis plusieurs années dans la région, riche en pétrole et métaux rares, notamment autour des îles Spratleys. Sur ces récifs poldérisés, les Chinois ont construit des pistes d'atterrissage de plus de 3 000 mètres de longueur.



F. Maestri/AP/Sipa

phrase dans le communiqué final du dernier sommet de l'Otan, précisant que « *l'influence croissante de la Chine et ses politiques internationales peuvent présenter des défis que nous devons relever ensemble en tant qu'alliance* », malgré le peu d'enthousiasme d'Emmanuel Macron, qui avait indiqué que « *la Chine ne fait pas partie de la géographie atlantique, ou alors ma carte a un problème* »...

Concurrence exacerbée

Sur l'économie, ce sera plus compliqué. Dans un monde toujours plus interconnecté, les deux tiers des pays – y compris les alliés que cultive Biden – commercent davan-

tage avec la Chine qu'avec les Etats-Unis. Deux forces, pourtant, poussent à un découplage entre les deux pays ou, pour être plus exact, à une concurrence exacerbée entre deux nationalismes économiques. Côté américain, le monde politique est soumis à une forte pression de l'opinion et d'une partie des milieux économiques, Wall Street excepté, qui regardent Pékin d'un œil de plus en plus hostile. Côté chinois, l'économie mondialisée n'est plus la priorité. Xi Jinping est un président « *profondément idéologique* », estime Kurt Campbell, l'envoyé en Asie, mais il « *ne se passionne guère pour l'économie* ». **Philippe Boulet-Gercourt**

(correspondant à New York) ►

V. Miciano/New Office of Information/AP



TAIWAN. Les dirigeants chinois prévoient un rapprochement avec Taïwan, voire une réunification d'ici à 2040 par une coercition soutenue et intensive. Cette perspective, issue du dernier rapport annuel d'analystes de la CIA, donne des sueurs froides aux Américains.



EPN/Newscom/Sipa

HONG-KONG. Plus de deux ans après le début des manifestations prodémocratie dans l'archipel, qui ont rassemblé jusqu'à un quart de la population, la répression et les manœuvres d'intimidations chinoises se poursuivent. Et le ton ne cesse de monter avec Washington.

SUR TERRE

2003 : premier vol habité chinois, avec la mise en orbite d'un taïkonaute chinois sur le vaisseau Shenzhou 5. Il fera quatorze tours de la Terre avant de redescendre.

2016 : premier lancement du nouveau lanceur lourd Longue Marche 5, qui doit notamment mettre en orbite les éléments de la station spatiale Tiangong 3.

Décembre 2020 : premier tir du lanceur moyen Longue Marche 8. Il devrait être réutilisable, comme le Falcon 9 de SpaceX, à l'horizon 2025.



Une nouvelle puissance en orbite

*Rover sur Mars, station spatiale, station lunaire...
La Chine s'impose comme le seul concurrent crédible
du leader américain. Avec une ambition sans frontières.*

Dans un déluge de feu et de poussière, le lanceur Longue Marche 2F s'arrache du pas de tir de la base spatiale de Jiuquan, dans le désert de Gobi. Ce 17 juin, la capsule habitée Shenzhou-12 (« vaisseau divin »), au sommet de la fusée, doit amener trois taïkonautes – les astronautes chinois – dans le premier module de sa station spatiale en construction, Tiangong 3 (« palais céleste »). Quelques heures de voyage à 28 000 kilomètres-heure plus tard, la Chine peut exulter : la capsule s'est arrimée sans heurt au module Tianhe. Durant cette mission de trois mois à 390 kilomètres d'altitude, les trois astronautes devront préparer les phases suivantes de la construction de la station. Un Meccano à marche forcée : huit nouveaux lancements, dont quatre habités, sont prévus d'ici à la fin 2022, date annoncée de l'achèvement de la station.

Tiangong va-t-elle faire de l'ombre à la Station spatiale internationale (ISS)? A première vue, non. Le « palais céleste », à peu près de la dimension de l'ex-station russe Mir, sera

trois fois inférieur en taille à l'ISS, projet géant de 150 milliards de dollars. Mais elle pourrait bien survivre à sa concurrente. « Il y a d'énormes débats sur la poursuite du financement de l'ISS par la Russie, voire par les Etats-Unis », souligne Xavier Pasco, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique, spécialiste de l'espace. *Faute d'accord, la station chinoise pourrait bien être la seule station en activité après 2030.* Pékin s'est déjà déclaré ouvert à une coopération internationale, avec des séjours d'astronautes étrangers dans la station.

Performances en série

Avec une construction prévue en à peine deux ans, Tiangong 3 est le parfait symbole de l'incroyable accélération chinoise dans le secteur spatial. En janvier 2019, la Chine a réussi à envoyer un rover, Chang'e 4, sur la face cachée de la Lune, première mondiale. En décembre 2020, elle ramenait sur Terre des échantillons de sol lunaire, seulement les Etats-Unis et l'URSS l'avaient fait jusqu'à présent. En mai dernier, elle faisait même atterrir un robot sur

Mars, une performance que seule la Nasa avait réussi, la Russie et l'Europe s'y cassant les dents. « *Les résultats parlent d'eux-mêmes : la Chine a réalisé des progrès impressionnants en quelques années, aussi bien sur les lanceurs que sur l'exploration spatiale et le vol habité* », résume Karl Bergquist, chargé de la coopération avec la Chine à l'Agence spatiale européenne (ESA). De quoi menacer la suprématie américaine? La question est posée. Certes, le budget estimé du spatial chinois est encore loin de celui des Etats-Unis. Selon Euroconsult, Pékin a dépensé 8,9 milliards de dollars en 2020, cinq fois moins que les 48 milliards investis par Washington. Mais ces chiffres sont contestés par certains experts. « *Personne ne sait exactement ce que dépensent les Chinois, sauf peut-être la CIA*, estime Pierre Lionnet, économiste spécialiste du spatial à Eurospace. *Ce qu'il faut regarder, ce sont leurs résultats. La Chine a devancé les Etats-Unis en 2020 sur le nombre de tonnes mises en orbite, 110, contre 90, et sur le nombre de lancements orbitaux, 39, contre 36.* »

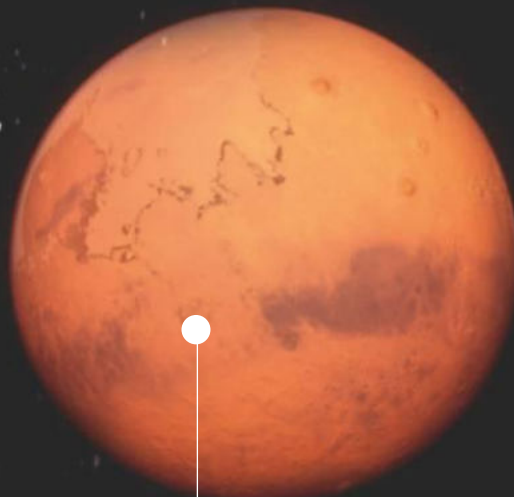
STATION SPATIALE

2011 : lancement de Tiangong 1, la première station spatiale chinoise. Incontrôlable à partir de 2016, elle se consume dans l'atmosphère en 2018.

2016 : lancement de Tiangong 2, qui n'accueillera qu'un équipage en trois ans d'activité.

Avril 2021 : lancement de Tianhe, premier module de la station spatiale Tiangong 3, rejoint par un premier équipage en juin.

Fin 2022 : mise en service prévue de Tiangong 3.



MARS

2012 : échec de l'envoi vers Mars de la première sonde chinoise, *Tinghuo 1*, qui retombe dans le Pacifique Sud après une défaillance du lanceur ukrainien Zenit.

Juillet 2020 : lancement de la mission martienne *Tianwen 1*, qui intègre un orbiteur et un rover.

Mai 2021 : atterrissage réussi du rover *Zhurong* sur le sol martien. La Chine devient la deuxième puissance à réussir cet exploit après les Etats-Unis.

LUNE

2007 : première sonde chinoise autour de la Lune (mission *Chang'e 1*).

Décembre 2013 : premier atterrissage sur la Lune d'un rover chinois, *Yutu* (mission *Chang'e 3*).

Janvier 2019 : premier atterrissage de l'histoire sur la face cachée de la Lune, avec le petit robot *Yutu 2* (mission *Chang'e 4*).

Décembre 2020 : succès de la récupération et du renvoi sur Terre d'échantillons de sol lunaire (mission *Chang'e 5*).



Certes, quelques trous dans la raquette subsistent. L'Europe et les Etats-Unis ont encore de l'avance sur certaines charges utiles de satellites, et Pékin ne maîtrise pas encore la réutilisation des lanceurs façon SpaceX. Mais l'armada spatiale chinoise, constituée patiemment et à bas bruit ces vingt dernières années, a de quoi impressionner. Pékin dispose d'une dizaine de lanceurs opérationnels, de quatre sites de lancements répartis dans tout le pays, de quatre navires d'observation spatiale bardés d'antennes et de capteurs, d'un système de géolocalisation type GPS via une trentaine de satellites (Beidou), de capsules habitées fiables (Shenzhou). Pour répondre aux projets américains de SpaceX (Starlink) et Amazon (Kuiper), les autorités chinoises préparent aussi deux constellations de satellites en orbite basse consacrées à la connectivité Internet (Hongyan et Hongyun).

La Chine a également changé de braquet sur le volet militaire. En 2007, elle a démontré sa capacité à neutraliser des satellites ennemis, en détruisant, au missile anti-

satellite, un de ses vieux engins météo à 850 kilomètres d'altitude, générant des milliers de débris. En une quinzaine d'années, elle a lancé une grosse quarantaine de satellites optiques, radar et aux interceptions électroniques. Selon Eurospace, la masse totale des satellites militaires lancés par Pékin est passée de 100 tonnes sur la décennie 2001-2010 à 260 tonnes sur la décennie 2011-2020. « *La Chine n'est plus un outsider dans le domaine spatial, mais un véritable compétiteur des grandes puissances établies, y compris les Etats-Unis* », résumait en janvier Marc Julienne, responsable de l'activité Chine à l'Ifri, dans une note consacrée aux objectifs spatiaux de l'empire du Milieu.

Activisme international

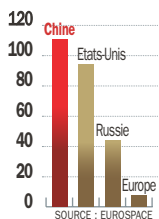
Pékin ne cache plus son ambition : s'imposer comme l'unique alternative à la superpuissance américaine. « *Dans l'espace, la Chine est un peu l'équivalent des Russes durant la guerre froide, estime Pierre Lionnet. La différence, c'est qu'ils vont deux fois plus vite et*

qu'ils disposent d'une électronique embarquée d'un niveau incomparablement supérieur. » Pour asseoir son statut, Pékin veut désormais attirer des partenaires internationaux. Le pays avait frappé un grand coup en 2015, en signant un accord avec l'ESA pour l'envoi d'astronautes européens dans sa station. « *Cet accord n'a pas été mis en œuvre, car trop sensible politiquement*, explique un familier de l'agence. *La Nasa, qui reste le partenaire majeur de l'Europe, ne le regardait pas d'un bon œil, surtout sous Donald Trump.* »

Pas de quoi décourager la Chine, qui drague désormais les agences spatiales étrangères pour sa future station lunaire, l'International Lunar Research Station (ILRS). La Russie a déjà accepté de soutenir le projet, qui concurrence directement les accords Artemis de la Nasa, coopération internationale autour du retour des astronautes américains sur la Lune. La France a été invitée en juin, par l'intermédiaire de l'agence russe Roscosmos, à rejoindre le projet ILRS. Prudent, le CNES a préféré botter en touche. **Vincent Lamigeon** ▶

POUSSÉE MASSIVE

(tonnes mises en orbite en 2020)



Malgré un budget cinq fois inférieur aux Etats-Unis, la Chine les a devancés en 2020 sur le nombre de tonnes mises en orbite et le nombre de lancements.



Un impitoyable empire de la consommation

*Classe moyenne en plein boom, enrichissement jamais vu...
Tout le pays se livre au nouveau sport national: le shopping.
Un marché juteux mais piégeux pour les groupes occidentaux.*

Lors du Nouvel An chinois, il est de bon ton de refuser l'enveloppe rouge contenant l'argent proposé avec insistance par les parents. Dans un long spot publicitaire, Nike jouait cette année sur cette tradition pour raconter la course en baskets d'une fille implacablement poursuivie par sa mère armée de son enveloppe rouge, à travers villes et campagnes. Comme beaucoup d'autres marques, le géant de l'équipement sportif américain exploite la dernière tendance dans l'empire de Xi Jinping : la valorisation de l'identité chinoise. « *L'empreinte de la Chine traditionnelle est redevenue très importante*, explique le responsable du département e-commerce de Publicis en Chine, Cyril Drouin, basé à Shanghai. *Les références historiques, culturelles, liées aux valeurs anciennes, l'intérêt pour l'art chinois ou la calligraphie sont à la*

mode. Ce pays est fier de son histoire millénaire, des dynasties qui se sont succédé. » Et son développement fabuleux ne porte pas ses consommateurs à la modestie. Plus que jamais, les Chinois se considèrent au centre du monde.

Fierté patriotique

Les multinationales occidentales ont aussitôt embrassé la fierté retrouvée d'un peuple. « *La dernière campagne Dior (dont la maison mère LVMH est actionnaire de Chalenges) était, par exemple, très, très chinoise* », s'amuse Cyril Drouin. L'accès au milliard quatre cents millions de Chinois qui sortent de la pauvreté vaut bien un hommage à la patrie. De 318 dollars par habitant en 1990, le PIB par habitant est passé à 10200 dollars en 2019, selon la Banque mondiale. Il demeure encore loin du PIB de la France (40500 dollars) et des Etats-Unis

(65300 dollars) mais progresse à une vitesse jamais vue dans l'histoire.

Installé à deux pas de l'ancienne colonie française de Shanghai depuis quatorze ans, Patrice Nordey, qui dirige le bureau local de l'agence Fabernovel, observe de sa fenêtre les dernières mutations de la ville : les futurs influenceurs des réseaux sociaux entourés de photographes profitant du cadre de ce Montmartre chinois, l'explosion des cafés et restaurants assortis de terrasses alors que les Chinois se protégeaient du soleil, l'abaissement du niveau sonore depuis que les coups de Klaxon ont été interdits et qu'une voiture sur trois roule à l'électricité. Et la désertification des lieux de vente.

« *Les magasins de luxe sont archi-vides, je ne sais pas comment ils vont tenir* », constate Patrice Nordey. Mais, paradoxalement, les affaires prospèrent. A l'intérieur, les vendeurs s'agitent pour servir des

Avec Hainan, Xi Jinping veut faire de l'ombre à Hong-kong

C'était une île de pêcheurs pauvres, à l'extrême sud de la Chine, plus connue pour ses prisonniers politiques que pour ses plages de sable fin. Depuis quelques années, les milliardaires s'y pressent, les centres commerciaux poussent comme des champignons, les groupes de luxe et les promoteurs immobiliers investissent à fonds perdu et les touristes chinois débarquent en masse dans les deux aéroports de

l'île où ils dépensent leurs économies en biens détaxés. « *C'était un tout petit marché, devenu majeur, depuis dix-huit mois on a des flux très importants à Hainan* », confie François-Henri Pinault, le patron de Kering, maison mère de Gucci, Saint Laurent ou Balenciaga, des marques présentes dans les malls de ce paradis du shopping. Le phénomène Hainan ne fait pourtant que commencer. En mai 2018, le président Xi Jinping, qui mène une

expérience libérale sur l'île, annonce que les citoyens de 59 pays, dont la France, pourront entrer sans visa et demeurer trente jours. Il crée un port franc, une zone de libre-échange, a abaissé en juin les taxes et relevé le plafond de dépenses autorisées par touriste de 5000 à 15000 dollars. Résultat, selon *Chine Magazine*, à fin 2020, 46000 entreprises ont ouvert leurs portes (+75% sur un an), 420 sociétés étrangères

d'investissement les ont rejointes au premier trimestre 2021 (+525%). Plus de 500 milliards d'euros venus de fonds étrangers ont été engagés en 2020 (+433%). Dans le viseur du dirigeant chinois, une cible : Hong-kong la révoltée. La ville est en crise et beaucoup doutent qu'elle retrouve un jour l'activité d'avant. Hainan absorbe une bonne partie des riches touristes chinois qui s'y rendaient. Xi Jinping pousse ses pions. ■



ChinaFotoPress/MaxPPP

Boutique Louis Vuitton dans un centre commercial de Shanghai, en décembre 2020. Les multinationales du luxe ciblent toujours plus la clientèle chinoise, avec une classe moyenne encore en expansion et une nouvelle génération aux revenus confortables.

clients présents... en ligne. *« Avant la pandémie, les deux tiers des achats des produits de luxe s'effectuaient hors de Chine : cet appétit de dépenses est revenu sur le marché chinois, confirme Joëlle de Montgolfier, experte consommation et luxe de Bain & Company. Et si on n'observe pas de bousculade dans les magasins de luxe, pas plus que dans la grande distribution, c'est que les habitants achètent massivement sur les sites de vente en ligne et sur les réseaux sociaux. »*

Jeunes nantis

Surtout, le potentiel de ce marché fait rêver. *« Plus de 100 millions de foyers vont passer dans la classe moyenne d'ici à 2029, rappelle Joëlle de Montgolfier. Ce sont eux qui vont tirer la consommation. »* Quant aux jeunes nantis, ils mettent des étoiles dans les yeux des multinationales. *« Les 15 à 34 ans représentent plus de 50% de la consommation des produits de beauté en Chine, rappelle Fabrice Megarbane, directeur général Asie du Nord et Chine de L'Oréal. Ils travaillent, gagnent leur vie, sont chouchoutés par leurs parents et leurs grands-parents. »* Résultat ? Leur capacité

« Les 15 à 34 ans représentent plus de 50% de la consommation des produits de beauté. Ils gagnent leur vie et sont chouchoutés par leur famille. »

Fabrice Megarbane, directeur général Asie du Nord et Chine de L'Oréal.

de dépense est supérieure à leur salaire, et leur revenu disponible croît de 9% par an, selon Bain. *« Ils ne comptent pas trop leur argent »,* déclare Joëlle de Montgolfier.

Encore faut-il capter et canaliser cette frénésie. *« Inutile de produire un spot de télévision pour les moins de 30 ans, ils ne la regardent pas »,* explique Cyril Drouin, de Publicis. Pour les toucher, les marques les plus riches s'arrachent des célébrités du cinéma, des acteurs chanteurs forts de 30 à 200 millions de followers sur les réseaux sociaux. Les autres se ruent sur les *China key opinion leaders*, dits princes rouges, forts de 10 à 30 millions d'aficionados. Et capables de générer, en vingt minutes d'un exercice de bonimenteur virtuel à la chinoise, le déstockage de centaines de milliers de produits. Les marques signent à ces stars locales un confortable chèque pour s'assurer leur prestation, et leur rétrocèdent entre 20 et 30% du chiffre d'affaires généré.

Pour toucher les moins jeunes, la publicité classique reste un sport à haut risque. Tous les messages passent par la censure, qui prend quinze jours pour donner son aval. Ce qui ne met nullement l'annon-

ceur à l'abri du scandale. *« Il faut peu de choses pour que les marques ramassent une claque, constate Olivier Vérot, le patron et fondateur de Gentlemen Marketing Agency, qui vient de passer quinze ans en Chine. Au moindre écart, les médias se dressent contre elles, les salariés démissionnent, les plateformes Internet les éjectent et les brands ambassadeurs cassent leur contrat. »*

Boycott de marques

En mars dernier, le géant de l'habillement H&M, qui a pris position sur les Ouïghours, a été impitoyablement boycotté, comme Nike, adidas, Converse, Calvin Klein ou Uniqlo. La télévision montre le démontage des panneaux publicitaires des marques devenues « antichinoises ». *« Il vaut mieux éviter de parler du Tibet, de Hong-kong, de tout ce qui est politique en général, poursuit Olivier Vérot. Les nationalistes sont très nombreux, très virulents et agressifs sur les réseaux sociaux, et le nationalisme chinois s'est encore amplifié avec le Covid. »* Nos multinationales empochent l'enveloppe rouge, mais elles n'ont pas fini de cavalier.



L'émergence du triangle de la croissance

Nouveau Far West, la Chine de l'intérieur décolle autour de trois mégapoles. Un boom spectaculaire et très politique.

Et si la Chine côtière qui, de Pékin à Shenzhen, concentre les principaux bassins de production du pays, était désormais has been? Trop chère, saturée... Alors que le littoral chinois a longtemps fait le miracle économique du pays, les investisseurs regardent désormais ailleurs. Vers l'ouest et la Chine dite de l'intérieur. Vers Chongqing, Chengdu ou encore Lanzhou. Des mégapoles méconnues en Occident, qui offrent pourtant un taux de croissance frôlant les 10%, contre 6,3% avant la pandémie à l'échelle nationale.

Ces villes forment un triangle qui englobe la région du fleuve Yangzi, la province du Sichuan jusqu'au plateau du Gansu. Un territoire immense, longtemps délaissé par les planificateurs du Parti, devenu en quelques années un nouvel Eldorado, rendu possible grâce à la « *Go West Policy* ». « *Il s'agit d'une politique économique initiée au début des années 2000, visant à rééquilibrer le développement alors très inégalitaire du territoire chinois vers les régions du grand Ouest* », précise Ding Yi Fan, directeur adjoint de l'Institut chinois sur le développement mondial, un think tank rattaché au Conseil d'Etat chinois. Le résultat est spectaculaire.

Première escale à Chongqing, ville-pieuvre de 30 millions d'habitants qui, avec ses 80 000 kilomètres carrés, marque la porte d'entrée de ce



Chongqing, Chengdu et Lanzhou, les trois mégapoles du centre de la Chine. Aux portes de l'Asie centrale et du Sud-Est, ces villes sont au carrefour d'intenses échanges commerciaux.

nouveau Far West. Dans ce « *Chicago d'Asie* », surnom de la ville, les plus grandes entreprises mondiales ont investi de gigantesques parcs technologiques, profitant d'un environnement d'affaires sur mesure, d'avantages fiscaux substantiels. Cisco, Lafarge, IBM... Plus de 150 entreprises classées dans le Top-500 mondial y ont au moins une filiale. Chongqing s'est par ailleurs spécialisée dans l'informatique, produisant chaque année des centaines de millions d'ordinateurs et de composants électroniques siglés HP, Acer, Apple ou encore Asus.

Porte vers l'Europe

Surtout, la ville est le point de départ officiel des nouvelles Routes de la soie, ce vaste programme économique et politique initié par Xi Jinping qui vise à créer un corridor ferroviaire de 10 000 kilomètres reliant la Chine à l'Europe. A l'entrée de son port sec, une sculpture arborant un imposant kilomètre zéro rappelle que Chongqing est au cœur des nouvelles ambitions chinoises. Chaque semaine, plusieurs trains chargés à bloc d'ordinateurs et de produits technologiques made in Chongqing prennent ainsi la direction du Kazakhstan, de la Russie et du Vieux Continent.

Certains font halte, 300 kilomètres plus à l'ouest, à Chengdu et ses 16 millions d'habitants. La véritable vitrine technologique de la région. Cette ville des pandas – qui abrite la



District de Yuzhong, à Chongqing. Centre mondial de l'électronique et de l'informatique, la ville est aussi le point de départ des Routes de la soie.

plus grande réserve mondiale de ces plantigrades – a en effet connu la plus forte croissance du pays sur la dernière décennie. Avec un potentiel énergétique très important – gaz, électricité –, une classe moyenne qui explose et une position géographique originale – aux portes du Tibet, à proximité des grands axes menant à l'Asie centrale et à l'Asie du Sud-Est –, Chengdu concentre de nombreux atouts. En un temps record, des filières industrielles complètes se sont constituées : automobile, fonderie nucléaire, ou encore aviation, avec la prestigieuse China Aviation Flight University, qui forme des milliers de pilotes et de stagiaires mécaniciens. Un tissu industriel qui devrait se densifier à la faveur du nouveau plan quinquennal qui vise à accélérer l'autonomie technologique du pays.

De quoi séduire déjà quantité d'entreprises étrangères, dont Safran – via CFM International – qui dispose sur place d'un important centre de révision de moteurs. En 2019, pour la troisième année consécutive,



Zhou zhiyong/Imagine/Imaginechina via AFP

le Milken Institute plaçait Chengdu en tête, devant Shenzhen, de son classement des villes les plus performantes sur le plan économique. Véritable « terre d'abondance », selon ce think tank américain, la cité s'est définitivement imposée comme un centre industriel et technologique de rang mondial. Et de constater que « Chengdu n'est plus seulement une grande ville de l'intérieur », elle est également un hub international, relié par voie aérienne aux principaux aéroports du globe.

Mutations forcées

Elle est aussi le territoire, sur l'ensemble de la Chine, qui génère le plus d'emplois par habitant avec une hausse de 200% de créations en cinq ans. Du jamais-vu ! La recette du succès : « Chengdu offre des infrastructures de haut niveau ainsi que d'excellentes universités. Tandis que les salaires restent moins élevés que sur la côte Est », analyse Ding Yi Fan. Cerise sur le gâteau : le prix de l'immobilier local y est nettement plus abordable.

Même avantage compétitif à Lanzhou, mégapole du Nord-Ouest située aux portes de la province du Xinjiang... et à 1 500 kilomètres de Pékin. Cet ancien bastion indus-

triel sous Mao, longtemps spécialisé dans la pétrochimie, s'est mué en une ville tech et moderne, « où se joue l'avenir de la Chine », comme le titrait dès 2015 le *Washington Post*. Car c'est ici que Zhongnanhai (l'Elysée chinois) a concentré ses efforts – et brûlé des milliards – dans sa politique de désenclavement du grand Ouest. Au point même de défier la nature. Le gouvernement central a en effet ordonné de raser plus de 500 montagnes qui ceinturaient la ville pour aplanir l'ensemble et créer des quartiers gigantesques.

Même si son attractivité auprès des investisseurs étrangers reste à prouver, Lanzhou a le vent en poupe. Jusqu'à truster en 2020 la première place du classement du Milken Institute, pour qui « le développement régional élève les activités économiques dans un élan durable, en particulier à Lanzhou. » La ville tire également profit de sa position géographique centrale. Tout ce qui vient du Xinjiang – et plus largement d'Asie centrale – passe par ici. Pétrole, gaz, matières premières... Lanzhou est une étape obligée. Idem pour Xi'an et Wuhan, les deux autres grandes villes qui maillent cette immense Chine de l'intérieur.



La folle impasse démographique

En 1979, le gouvernement chinois a décrété que pour un couple marié, un enfant suffisait. A partir de 2016, il en a autorisé deux. Et le 31 mai dernier, il a annoncé qu'un nouvel assouplissement aiderait la Chine à résoudre le problème du vieillissement de sa population. Désormais les familles sont encouragées à avoir jusqu'à trois enfants. A 1,3 enfant par femme, le taux de fécondité est parmi les plus bas du monde. L'an dernier, 12 millions de bébés ont vu le jour, 20% de moins qu'en 2019. C'est le chiffre le plus bas depuis les années 1960. Le coût élevé du logement et de l'éducation, le fardeau de l'entretien des parents âgés dissuadent les jeunes couples d'avoir plus d'un enfant. Pour y remédier, le Parti a promis d'améliorer le réseau de crèches, d'augmenter les allocations maternité et de baisser le coût de l'éducation. Il s'est aussi engagé à protéger les droits des femmes au travail. Son bilan en la matière est médiocre. Même si c'est illégal, les directeurs d'usine interrogent à l'embauche les candidates pour savoir si elles prévoient d'avoir un enfant. D'autres font signer



Ed Jones/AFP

Retraités à Pékin. Le pays vieillit de façon accélérée, avec un taux de fécondité au plus bas, à 1,3 enfant par femme.

aux femmes une déclaration où elles s'engagent pour plusieurs années à ne pas tomber enceintes. Le Parti ne veut cependant pas supprimer tout plafonnement des naissances. Cela reviendrait à reconnaître son erreur. Et maintenir une limite au nombre d'enfants autorisé lui permettra de justifier sa répression dans le Xinjiang. Les minorités ethniques de cette région, essentiellement musulmanes, avaient jusqu'à présent un taux de fécondité supérieur à la moyenne. En 2017 le gouvernement a lancé une campagne d'avortement et de stérilisation forcés chez les Ouïghours. Depuis, le nombre de naissances y est en chute libre. ■

© The Economist - London 2021



Razzia en règle sur les technologies

Aéronautique, nucléaire, télécoms... La Chine est devenue un colosse en copiant habilement, et sans scrupules, les innovations occidentales. Mais des failles persistent.



Il suffisait de lire : en mars 1986, le plan 863 énonçait l'intention chinoise de rattraper et même doubler l'Occident dans toutes les technologies avancées. « *Convaincus de leur supériorité technologique, les Occidentaux ont pourtant considéré pendant des décennies que les Chinois ne seraient jamais des concurrents sérieux* », soupire Marie-Pierre Van Hoecke, ex-responsable du pôle innovation à la Délégation interministérielle à l'intelligence économique. Terrible aveuglement. Trente-cinq ans plus tard, les équipementiers de télécoms chinois ont conquis la planète. Le réseau TGV national, le plus long du monde, parcourt plus de 35 000 kilomètres; la Chine fait voler ses propres avions de ligne sur

Hélicoptère Changhe Z-11, exposé en 2016 en Chine. Sa première version, sortie en 1994, était une copie de l'Ecureuil d'Airbus Helicopters.

son territoire; elle a été la première à mettre en service des centrales nucléaires EPR, la première aussi à lancer un satellite de communication reposant sur la technologie quantique.

Ce bond prodigieux s'est fait grâce à une mobilisation de tout l'appareil d'Etat, appuyé par le système bancaire chinois. Mais aussi grâce au concours zélé des Occidentaux : en délocalisant leur production pour réduire leurs coûts, leurs industriels ont permis aux techniciens et aux ingénieurs chinois de se mettre à niveau, notamment à travers des transferts de technologies. « *Fascinés par le mirage du milliard et demi de consommateurs, les Occidentaux ont accepté toutes les coopérations* », analyse Marie-Pierre

Van Hoecke. Un pacte faustien dans le cas du TGV français. Alstom, qui devait produire 500 locomotives en Chine, a reçu commande pour cinq machines mais assuré une formation cinq étoiles aux ingénieurs chinois. Un attaché ferroviaire fut même employé en vain pendant des années à l'ambassade de France à Pékin.

Bond en R&D

Au début des années 2000, non contents d'installer des usines en Chine, les grands groupes – Saint-Gobain, Schneider, L'Oréal, PSA, Airbus, Sagem... – y créent des centres de R&D. C'est aussi le tournant de l'internationalisation du pays : suivant l'injonction de l'Etat (« *go abroad* »), la Chine encourage ses étudiants et ses cadres à se former à l'étranger. Ses grands groupes commencent aussi à mettre la main sur des technologies qui leur manquent, par des rachats. En 2007, le chimiste BlueStar fait ainsi un bond dans sa connaissance des matériaux en rachetant la branche silicines du français Rhodia.

A côté de ces pratiques légales, la Chine n'a pas hésité à capter illégalement certaines innovations – endossant le rôle du Japon, accusé pendant les années 1980 de piller les technologies occidentales. L'une de ces douteuses manœuvres a participé à la chute du groupe Alcatel. Au milieu des années 2000, l'industriel s'était recentré sur ses activités télécoms. Certain d'avoir une avance dans les équipements de connexion, l'équipementier découvre en 2005 que les appareils Huawei vendus à British Telecom ressemblent furieusement à leur dernier modèle. Il le



Rame du Fuxing, en maintenance à Chongqing, fin 2020. Le réseau de lignes à grande vitesse est devenu le plus étendu du monde.

fait analyser. Surprise, le code source est le même. Son patron, Serge Tchuruk, ne parvient pas à mobiliser les autorités françaises pour faire pression sur la Chine, et Alcatel coule.

Le phénomène a aussi touché l'aéronautique. Dans les années 1980, la Chine sort le Shanghai Y-10, une copie du Boeing 707, et l'ARJ21, inspiré du MD-80 de McDonnell Douglas. Côté hélicoptères, le Changhe Z-11, sorti en 1994, est une copie de l'Écureuil, best-seller d'Airbus Helicopters. La technique des Chinois : lancer un appel d'offres factice, témoigner un vif intérêt pour la technologie proposée par les fournisseurs occidentaux, leur demander une foule de précisions tech- ▶▶▶

Xinhua via AFP



Centrale nucléaire de Taishan, près de Canton. Malgré sa maîtrise affichée de l'atome, la Chine souffre de faiblesses, soulignées par une récente fuite dans cette installation.

Xinhua via AFP

►►► niques, puis se retirer du jeu. « Les Chinois excellent toujours dans la copie, mais avec une intime connaissance des règles de propriété intellectuelle, qui leur permet de ne pas se faire attraper », nuance Didier Patry, directeur général de France Brevets. En 2017, le secteur automobile en a fourni un exemple : une superbe copie de l'Evogue de Range Rover sort sous la marque Landwind X7. En toute légalité. Range Rover avait tout bonnement omis de protéger son modèle sur le marché chinois.

Arrogance occidentale

Dans le nucléaire aussi, la Chine s'est mise à niveau en jouant avec les lignes. La société d'Etat SNPTC a d'abord signé la licence d'exploitation d'un réacteur américain de troisième génération, l'AP1000. Une fois la technologie assimilée, elle a développé son propre modèle. « Le groupe Westinghouse avait protégé sa licence jusqu'à 1 400 mégawatts, pensant que son partenaire chinois ne parviendrait pas à aller au-delà », raconte François Morin, directeur Chine de la World Nuclear Association (WNA). Erreur. Le réacteur chinois, en construction, produira 1 450 mégawatts, sans verser de royalties aux Américains. L'arrogance occidentale, encore...

La Chine reste toutefois distancée dans des domaines comme les semi-conducteurs, la défense, les biotechs, les satellites... « Après des décennies d'efforts et des milliards de dollars, les avions chinois sont des échecs spectaculaires », tacle aussi l'analyste Richard Aboulafia. Et même dans les domaines où elle affiche sa maîtrise, des failles persistent. Récemment, la fuite de Taishan interroge sur sa gestion d'une centrale nucléaire. « La Chine reste consciente de son retard, réel, notamment en matière de recherche fondamentale », souligne Antoine Bondaz, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique. En 2016, Xi Jinping a dessiné le nouvel horizon : faire de son pays la première puissance innovante d'ici à 2050. Et la France pourrait bien l'aider à y parvenir : en 2018, elle lançait en grande pompe les Maisons franco-chinoises de l'innovation.

Delphine Déchaux



Usine robotisée de Xiaomi, en Chine. Le groupe est devenu le troisième constructeur mondial.



L'indépendance des télécoms en marche

Sous sanctions américaines, Huawei a développé son système d'exploitation. Redoutable, combiné à l'envol de Xiaomi.

L'avènement de la tech chinoise autosuffisante a peut-être commencé ce mercredi 2 juin. Plombé par les sanctions américaines depuis l'été 2020, le géant Huawei a annoncé le lancement de son propre système d'exploitation, HarmonyOS. « Avec Harmony, on n'allait pas simplement produire un autre Android ou iOS. Cela n'apporterait aucune valeur au consommateur. Nos fonctions spéciales, c'est ce qui manque à Android et à iOS », a

vanté Wang Chenglu, développeur en chef du projet.

Cette solution alternative est une réponse durable à l'impossibilité d'utiliser Android de Google, dont le groupe de Shenzhen demeurait jusque-là cruellement dépendant, depuis les sanctions décidées par l'administration Trump. Et l'achèvement d'un processus qui avait démarré bien plus tôt, avec l'indépendance des entreprises chinoises de la tech par rapport aux technologies américaines. C'est un pari de lancer

un système d'exploitation alternatif, qui va nécessiter le développement de nombreuses applications dédiées dans le monde, mais le groupe chinois n'avait pas le choix. Sans Android, Huawei a vu fondre ses parts de marché dans les smartphones en dehors de Chine. De plus, le groupe n'a plus les coudées franches pour acheter des semi-conducteurs. Pour limiter la casse, il a dû céder Honor, sa marque d'entrée de gamme, pour réserver à ses appareils premium ses dernières puces achetées avant les sanctions. Numéro un mondial du smartphone jusqu'au deuxième trimestre 2020, il a vu ses ventes s'effondrer de 41% au quatrième trimestre. Il lui fallait réagir sous peine de couler.

Implantations internationales

« La Chine dépense des centaines de milliards de dollars dans la R&D, note Dan Ives, analyste en chef à Wedbush Securities. Les consommateurs chinois ont un appétit fort pour les nouvelles technologies. C'est désormais l'Europe et les Etats-Unis qui essaient de rattraper leur retard. » Pour parfaire son implantation en R&D dans le monde, Huawei multiplie les centres de développement locaux, là où se trouvent les compétences. Il vient ainsi d'ouvrir fin 2020 son sixième site en France, consacré à la recherche fondamentale dans les mathématiques et le calcul. « Développer les produits en interne grâce à de la recherche scientifique, c'est la vision de Ren Zhengfei, le fondateur de Huawei », souligne Jacques Biot, président du conseil d'administration de Huawei France.

Le groupe a ainsi déposé quelque 300 brevets en France, sur les plus de 17000 détenus par le géant des télécoms. L'ancien président de l'Ecole polytechnique vante sans ambages les mérites de « la plus belle entreprise d'informatique et de télécommunications du monde, qui, grâce à son avance scientifique et technologique réelle, peut se retourner très rapidement : quand un business devient plus difficile, on peut employer les ressources dans d'autres domaines. Nous avons toujours plus d'idées que ce qui arrive sur le marché. »



Un plan quinquennal offensif en R&D

Devenir leader dans les semi-conducteurs, l'intelligence artificielle, l'informatique quantique ou les biotechnologies. La Chine a présenté début mars un plan quinquennal en faveur de la sécurité nationale et du développement, lors de la réunion annuelle du Parti communiste chinois, à Pékin. Il a été décidé d'augmenter de 7% le budget de l'Etat consacré à la R&D dans ces secteurs-clés. L'idée qui sous-tend ce

quatorzième plan demeure toujours celle de l'indépendance technologique vis-à-vis du reste du monde. Il prévoit également d'accélérer les dépenses allouées à la recherche fondamentale, considérée comme le point faible de l'innovation chinoise. Les investissements dans ce domaine vont être augmentés de 10,6% en 2021. L'objectif est d'atteindre 8% des dépenses publiques de R&D consacrées à la recherche fondamentale en 2025, afin de favoriser

l'émergence de technologies de rupture dont la Chine pourrait bénéficier. Pour l'instant, les dépenses de l'empire du Milieu demeurent très loin derrière celles des Etats-Unis dans les technologies Internet. Le pays a dépensé l'an dernier 23 milliards de dollars, quand Washington y a affecté 97 milliards en 2018, soit 17% de ses dépenses totales de R&D. L'année dernière, globalement, la Chine a consacré 378 milliards de dollars en recherche et développement. ■

Surtout, le nouveau logiciel de Huawei risque de faire tache d'huile sur ses concurrents chinois. Principal bénéficiaire de la chute de Huawei, Xiaomi est le troisième constructeur mondial au premier trimestre 2021, selon le cabinet IDC. Ses compatriotes Oppo et Vivo complètent le Top-5. Mais à mesure de son succès commercial, Xiaomi commence à rencontrer des problèmes : l'administration Trump l'avait placé en début d'année sur la liste des « sociétés militaires communistes chinoises », l'empêchant ainsi d'accéder aux investisseurs américains. Biden vient de lever cette sanction. Néanmoins, de nombreuses rumeurs font état de discussions avec Oppo et Vivo pour intégrer le système d'exploitation de Huawei.

Sanctions inefficaces

« Il est possible techniquement que Xiaomi ou Oppo utilise HarmonyOS, élude Andreas Zimmer, chef de produit Europe de Huawei. Mais pour l'instant, le logiciel est destiné aux constructeurs d'objets connectés, même si tout le monde est le bienvenu. » Du coup, trois des cinq principaux constructeurs de smartphones risquent d'être sous peu totalement indépendants technologiquement de l'étranger, aussi bien pour les composants que le logiciel. Les sanctions n'ont affaibli les

géants chinois qu'à court terme, et ce que beaucoup d'experts redoutaient se produire : sous peu la Chine n'aura besoin de personne pour produire ses innovations.

Xiaomi, lui, suit la route tracée par Huawei. Pour résister à d'éventuelles sanctions américaines, l'entreprise développe des puces maison. Dans ses onze centres de R&D dans le monde, 5000 ingénieurs doivent être recrutés en 2021. L'entreprise a investi 1,3 milliard d'euros en 2020 dans l'innovation et déposé des centaines de brevets l'année dernière. « Six des sept fondateurs de Xiaomi étaient des ingénieurs, rappelle Yan Liu, directeur du constructeur en France. Même si beaucoup d'entreprises chinoises se sont inspirées de ce qui existait, désormais il y a un vrai investissement pour obtenir de nombreux résultats à l'avenir. »

Outre sa recherche, la clé pour Xiaomi sera de réussir là où Huawei peine : les semi-conducteurs. D'après le Nikkei Asia, l'entreprise a procédé au rachat de 34 sociétés depuis 2019 afin d'acquérir les systèmes nécessaires. « Cette guerre froide technologique risque d'être perdue par les Etats-Unis, considère l'analyste Dan Ives. Cela a malgré tout permis à Apple de gagner du temps. » Une victoire à court terme qui cache une probable défaite à moyen terme. **Adrien Schwyter** ▶



Bienvenue au paradis du haut de gamme automobile

Premier marché mondial des véhicules premium, l'empire du Milieu s'impose aux constructeurs européens. De Citroën à DS, de BMW à Mercedes, tous y développent leur production.

Le haut de gamme automobile français ? Made in China ! La limousine DS9, haut de gamme du groupe PSA commercialisée au cours de l'été 2021, est assemblée à Shenzhen. Et le grand break coupé Citroën C5X, livrable fin 2021, sera, quant à lui, exclusivement produit à Chengdu, dans le centre de la Chine. « *Nous allons avoir du mal à expliquer cela à nos clients* », regrette un concessionnaire de la marque aux chevrons en région parisienne. « *DS ou Citroën risquent aussi de se fermer le marché de la haute administration et des pouvoirs publics français qui seraient taxés d'acheter chinois* », commente perfidement un rival européen. Pourtant, en termes purement rationnels, le choix d'implantation semble plutôt logique.

Les quelques dizaines de milliers d'unités prévues annuellement sont en fait insuffisantes pour envisager une fabrication dans deux usines différentes. Dès lors, une alternative se présentait au constructeur français : soit en Chine, soit en Europe. Seulement voilà : importer des voitures européennes en Chine apparaît compliqué et coûteux, alors que le contraire n'est pas vrai. Et, argument décisif, l'empire du Milieu, qui s'affiche sans discontinuer depuis plus de dix ans comme le premier marché automobile mondial, est devenu le principal débouché pour les voitures premium, devant les États-Unis.

En 2020, ce créneau du haut de gamme a dépassé les 3,2 millions de véhicules, en augmentation de 9%, selon la Cada (Association des concessionnaires chinois). Et il de-

vrait progresser en chiffre d'affaires de 60% entre 2020 et 2026, d'après le cabinet de conseil indien Mordor Intelligence. Enfin, cerise sur le gâteau : malgré quelques tentatives éparées, les marques chinoises ont jusqu'à présent une pénétration infime sur ce colossal marché.

Partenaire crucial

La fabrication en Chine est certes essentiellement destinée aux énormes besoins du marché local. Mais, tout comme la DS et la Citroën, la berline Volvo S90 et le SUV BMW iX3 électrique y sont déjà produits pour le monde entier. Avec un niveau de qualité jugé équivalent à celui des meilleurs sites de production européens, voire supérieur aux yeux de DS. S'agit-il d'un phénomène transitoire ou au contraire d'une tendance structurelle de long terme ?

La Chine a en tout cas absorbé l'an dernier le tiers des ventes du constructeur allemand BMW. C'est d'ailleurs son premier client. Les livraisons y sont trois fois supérieures à celles effectuées par le bavarois chez lui. Implanté depuis la fin des années 1980, Audi (groupe Volkswa-

gen) a réalisé pour sa part en Chine 40% de sa production totale l'an dernier. Un record. BMW, Audi et Mercedes détiennent 20% environ du segment du haut de gamme local, selon Mordor Intelligence. La Chine est aussi le plus important débouché de l'américain Tesla. La firme d'Elon Musk y a construit une usine à Shanghai et écoule dans le pays un quart de sa production annuelle de voitures électriques.

Le géant n'est plus seulement un marché, il devient un partenaire crucial pour les constructeurs européens en termes d'ingénierie. Mercedes a ainsi annoncé en novembre dernier qu'il allait développer ses futurs moteurs thermiques pour véhicules hybrides avec le chinois Geely, lequel détient 9,6% de Daimler, maison mère de Mercedes, et 100% de Volvo (voitures). En 2019, Daimler avait déjà décidé d'étudier et produire avec lui la future génération de Smart. Mauvaise nouvelle pour l'industrie tricolore, détrônée. Les actuelles Smart Fortwo avaient été, en effet, développées sous la houlette de Renault et sont produites, jusqu'en 2022, à Hambach en Lorraine. **Alain-Gabriel Verdevoye**

La limousine DS9. La marque française a fait le choix de Shenzhen pour assembler ce véhicule statuaire. Elle estime plus qualitatifs les sites de production chinois.





Vaccination à Santiago du Chili, en février. Touché par une nouvelle vague en avril, le pays doute du CoronaVac, injecté à 36% de la population.

cialiser un vaccin. Pire, au Chili, alors que 36% de la population avait reçu au moins une dose du même CoronaVac, le pays a été submergé en avril par une vague épidémique qui a fait naître des doutes sur son efficacité. Dans la même veine, aux Emirats arabes unis, les autorités ont laissé entendre que le sérum de Sinopharm nécessitait l'administration d'une troisième dose pour être réellement efficace.

Communication musclée

Sous pression, Pékin a lâché du lest ces dernières semaines en publiant des résultats encourageants. Cela a conduit l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à homologuer le 7 mai le vaccin de Sinopharm et le 1^{er} juin celui de Sinovac. De son côté, l'Agence européenne du médicament examine actuellement les deux antidotes, même si, comme l'a souligné le commissaire européen au Marché intérieur, Thierry Breton, l'UE n'achètera a priori pas de vaccins chinois pour des raisons aussi scientifiques que géopolitiques. « *L'objectif principal de la Chine n'est pas forcément de concurrencer les Big Pharma et de cibler l'Europe, analyse Antoine Bondaz, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique. Sa priorité est de s'implanter durablement dans les pays en développement ou émergents, qui représentent des marchés en devenir et de potentiels alliés diplomatiques. La Chine veut aussi apparaître comme le sauveur des laissés-pour-compte.* »

Cette guerre de l'image est savamment mise en scène par les « loups combattants » nom des nouveaux diplomates chinois qui n'hésitent pas à défendre l'idée que les vaccins locaux sont pour le monde quand ceux de Pfizer ou Moderna ne profiteraient qu'aux riches. A l'appui de cette communication musclée, Pékin a décidé à l'automne de participer au dispositif de l'OMS, Covax, qui vise à garantir un accès aux vaccins aux pays pauvres. **A. I. ►**



Des vaccins efficaces pour la diplomatie

Malgré des résultats contestés, les sérums de Sinopharm et Sinovac permettent à Pékin d'infiltrer les pays émergents.

C'est un énorme pavé dans la mare de la diplomatie chinoise qu'a jeté Gao Fu ce 10 avril 2021. En affirmant que les vaccins anti-Covid made in China « *n'ont pas un taux de protection élevé* », le directeur du puissant Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies a mis en porte-à-faux Pékin, qui a fait du vaccin un vecteur d'influence depuis le début de la pandémie. La polémique a pris une telle ampleur que cet éminent virologue a été contraint, vingt-quatre heures plus tard, de se rétracter dans les colonnes du quotidien nationaliste *Global Times*. « *Ces propos s'éloignaient trop du récit de l'Etat sur l'efficacité des vaccins chinois face à ceux des Occidentaux* », observe Huang Yanzhong, responsable des questions de santé internationales au Council on Foreign Relations (CFR). Forte de ses deux conglomérats publics, Sinopharm et Sinovac, la

Chine fournit ses sérums contre le Covid-19 à environ 70 pays – Sinopharm est même le quatrième exportateur mondial derrière AstraZeneca, Pfizer et Moderna. Bénéficiant de lignes de production colossales, les deux mastodontes souffrent toutefois d'un déficit technologique par rapport aux *Big Pharma* et biotechs occidentales. « *Au vu des données dont nous disposons, ces vaccins inactivés (ils utilisent une technique qui consiste à tuer des particules virales du virus) sont corrects, mais moins sophistiqués que ceux à ARN messenger de Pfizer ou de Moderna, dont l'efficacité dépasse les 90%* », juge l'épidémiologiste française Catherine Hill. Selon différentes études, celle-ci serait au maximum de 79%. Mais cela pourrait aussi être nettement moins. Le taux d'efficacité du CoronaVac de Sinovac a été évalué au Brésil à 50,04%, soit juste au-dessus du seuil acceptable pour commer-

Ombres chinoises sur les affaires françaises

Esbroufe, mensonge et peut-être espionnage : pour ces PME tricolores, les investisseurs aux mains pleines n'étaient que des sauveurs de façade. Récit de trois coûteuses mésaventures.

Comme dans le jeu de go, il y a les pierres noires et les pierres blanches. D'un côté, les apports salvateurs en capitaux chinois pour des entreprises françaises affaiblies : l'appui de Dongfeng à PSA et de Fosun au Club Med. De l'autre, des histoires improbables de financiers en cavale, s'évanouissant aussi vite qu'ils sont apparus. A l'image de Mike Poon, qui a délaissé ses 49,9% de l'aéroport de Toulouse, alors qu'il était pourchassé pour corruption dans son pays. « *A côté de firmes très sérieuses et organisées, comme Huawei, existe un autre monde, plus volatil, qui génère beaucoup de petites situations complexes* », analyse en mots choisis Marc Lhermitte, associé à EY.

Problème : ces histoires qui auraient davantage leur place dans des polars que dans des manuels d'économie brouillent l'image de la Chine, alors que le pays figure parmi les dix premiers investisseurs étrangers dans l'Hexagone. « *Il faut être intraitable sur la transparence, la provenance des capitaux et la solidité des investisseurs* », prône Pascal Cagni, président de Business France. Pas sûr que cette leçon d'intelligence économique sera retenue par des entreprises en quête cruciale de cash.

LA VOIE LACTÉE DE SYNUTRA DANS L'IMPASSE

Silence. Le maire de Carhaix (Finistère), Christian Troadec, ne décroche plus son téléphone lorsqu'il s'agit d'évoquer l'industriel chinois du lait, Synutra. Il préfère se concen-



J.-F. Monlier/AFIP

trer sur le retour du festival des Vieilles Charrues, préparer la venue de Céline Dion. Et oublier la musique du joyeux bagad qui avait accueilli Liang Zhang, PDG de Synutra, dans la commune en 2016. On inaugurerait alors un vaste complexe qui devait produire chaque année 100 000 tonnes de poudre de lait pour les nourrissons chinois. Une aubaine pour les éleveurs bretons et leur coopérative, Sodiaal.

Las, les autorisations d'achat n'ont pas été données en Chine, le dossier s'est perdu dans les arcanes politiques à Pékin et la production à Carhaix n'était que de 32 284 tonnes en 2019, dont 17 671 tonnes pour Synutra. « *Depuis janvier, on produit un mois, on s'arrête quinze jours, on fait un grand nettoyage, on retravaille trois semaines et on s'arrête à nouveau* », se désespérait l'un des 120 salariés de la méga-usine, lors d'une manifestation, le 31 mai. Sodiaal, qui surveille le dossier

Christian Mazuray, président de Synutra France, et Liang Zhang, PDG de Synutra, à Carhaix (Finistère), en 2016. Ce vaste complexe de production de lait en poudre tourne au ralenti, faute d'autorisations d'achat en Chine.

comme le lait sur le feu, s'est déjà porté acquéreur d'une partie des installations, pour se payer des contrats non honorés par Synutra. Sans doute la coopérative, célèbre pour sa marque Yoplait, devra-t-elle aller plus loin. Mais sur ce dossier, les dirigeants de Sodiaal jouent aussi les Bretons taiseux.

PAS D'ABRACADABRA POUR BACCARAT

L'appel du pied est aussi vigoureux qu'inattendu : dans ses tracts, la CGT demande de l'aide à LVMH (actionnaire minoritaire de *Challenges*) pour sauver Baccarat. « *Nous avons besoin d'un groupe solide comme LVMH ou Hermès pour sortir de l'incertitude* », confirme Eric Rogue, qui représente le syndicat au sein de la cristallerie. Après trois années à être ballottés d'un actionnaire chinois à l'autre, les salariés sont désorientés.

La page asiatique de la manufacture née en 1764 commençait pourtant comme un conte de fées. « *Baccarat, c'est l'archétype de l'art de vivre à la française, quelque chose d'inimitable pour nous* », expliquait Coco Chu, ainsi surnommé en référence à la créatrice de Chanel. Apparue en 2017 comme la fée de l'histoire, elle promet alors de libérer de 20 à 30 millions d'euros d'un coup de baguette magique. Et devient l'année suivante actionnaire de la société. « *Elle nous disait tout ce que l'on souhaitait entendre, analyse avec amertume Eric Rogue. Aujourd'hui, certains en sont même à se demander si Coco Chu n'était pas une actrice engagée pour l'occasion !* »



photoPQR/MaxPPP

Coco Chu, chez Baccarat, à Nancy, en juillet 2017. Elle promet alors 20 à 30 millions d'euros, mais sa société, endettée, abandonne la vénérable manufacture à un fonds de Hong-kong après avoir ponctionné 10 millions.

De fait, pas un centime n'est venu. Au contraire, la société de Coco Chu et de son compagnon, Jack Son, a allègrement ponctionné 10 millions dans la trésorerie de leur « protégée ». En réalité, la fée et son prince charmant étaient criblés de dettes. Tous deux ont disparu de la scène l'an dernier, en plein Covid, abandonnant Baccarat à ses créanciers, deux fonds de Hong-kong qui transitent par le Luxembourg. Ces investisseurs ont lancé en juin une OPA en Bourse pour détenir la totalité de la société. Vers un nouveau rebond ? « Ces investisseurs ont été obligés de reprendre pour des raisons purement financières, mais ils n'ont aucune connaissance du secteur », prévient un proche du dossier. L'avenir de Baccarat semble encore bien loin d'être d'une transparence de cristal.



Fonderie Manoir Industries, à Pîtres (Eure). Transféré à un fonds de Hong-kong, celui-ci démantèle le groupe, qui possède un savoir-faire sensible dans le nucléaire.

LES ESPOIRS DE MANOIR INDUSTRIES ONT FONDU

Florence Lambert, maire de Pîtres (Eure) ne veut plus entendre parler d'investisseurs chinois pour la fonderie Manoir Industries : « Ces fonds de Hong-kong qui postulent au tribunal de commerce n'ont pas de visage, pas de numéro de téléphone et pas de stratégie. Depuis des années, les détenteurs chinois de Manoir Industries nous échappent. » Arrivé en 2013 pour sauver l'entreprise, le groupe Yantai Taihai n'a pas tenu ses promesses. Plombé par les dettes, il a dû céder il y a un an la place au fonds hong-kongais CAM

SPC. Ce dernier n'a pas davantage brillé : après une promesse de 40 millions d'euros d'apport financier, ramenés à 20 millions, il préfère aujourd'hui exploser le groupe centenaire façon puzzle, ne conservant que le site stratégique de Pîtres. En coulisse, les syndicats reconnaissent qu'il vaudrait mieux que le métallurgiste britannique Paralloxy l'emporte à la barre du tribunal de commerce, le 6 juillet, même si ce dernier ne promet de garder que 300 personnes sur les 409 du site. « Les fonds chinois sont trop à distance, estime une syndicaliste. Ils ne connaissent pas l'entreprise. »

Sauf, peut-être, quelques données sensibles : « Il ne faut pas minimiser les risques d'espionnage industriel dans cette affaire », estime un connaisseur du dossier. Car il est difficile de faire comprendre à des investisseurs chinois que les brevets restent protégés même lorsqu'ils ont acquis la société. Dans le cas d'espèce, l'inquiétude est d'autant plus forte que Manoir Industries œuvre à la fabrication de cuves et de pièces pour des centrales nucléaires du monde entier.